

Seul le prononcé fait foi



FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL
POUR INVESTIR DANS NOTRE PLANÈTE

Allocution

de

Monique Barbut, Directrice générale et Présidente
Fonds pour l'environnement mondial

Réunion de haut niveau pour lancer l'Année internationale des forêts
Forum des Nations Unies sur les forêts – UNFF9
Mercredi 2 février 2011 (9h30 – 13h00),
CR2, UNHQ, New York

Monsieur Joseph Deiss, Monsieur le Vice-premier ministre Božidar Pankretič, Monsieur le Ministre Stanislas Kamanzi, Madame la Ministre Patricia Espinosa Cantellano, Madame la Directrice du Fonds des Nations Unies pour la Forêt Jan McAlpine, Excellences, Chers Collègues et Amis,

Je suis très heureuse de participer à cette réunion de haut niveau de la neuvième session du Fonds des Nations Unies pour la Forêt, qui lance l'Année internationale des forêts. Je me réjouis aussi d'avoir cette possibilité de partager avec vous certaines de mes idées sur l'état, les tendances et les besoins du financement pour les forêts au niveau mondial ainsi que sur l'approche globale adoptée par le FEM pour contribuer à l'effort de gestion, de conservation et de restauration des forêts des pays en développement.

Au moment de lancer l'Année internationale des forêts, le premier exemple de réussite qui me vient à l'esprit est ce que nous venons de réaliser dans le cadre de l'Année internationale de la biodiversité. Sous la conduite du Secrétariat de la CDB, de multiples organisations internationales, gouvernements et ONG ont uni leurs efforts dans une campagne mondiale qui visait à mieux faire connaître la valeur de la biodiversité pour l'humanité tout entière partout sur la planète.

Lors de sa dixième session, au Japon, la Conférence des parties a pris plusieurs décisions clés qui vont créer les conditions nous permettant de changer la donne pour la biodiversité au cours des dix prochaines années. Comme il l'a fait pour la biodiversité, le FEM s'engage à collaborer étroitement avec le Secrétariat du Fonds

des Nations Unies pour la Forêt pour que cette Année internationale des forêts soit couronnée de succès. Jan, vous pouvez compter sur nous.

Mais aujourd'hui je tiens surtout à vous donner mon point de vue sur les financements à l'appui des forêts et sur le rôle qu'y tient le FEM. Mécanisme financier des trois Conventions de Rio qui soulignent toutes l'importance des forêts, le FEM occupe une place unique, recevant des orientations, mobilisant des financements et rendant compte aux Conférence des parties de l'utilisation de ces ressources dans les pays en développement.

Pendant les années 90 et au début des années 2000, le FEM a été la première source multilatérale de financements pour les forêts. En 2000-2002, l'aide publique au développement pour les forêts a été de près de 1,3 milliard de dollars par an, et le FEM a fourni un tiers de tous les financements de source multilatérale dans ce domaine. Depuis lors, de nouveaux mécanismes de financement ont vu le jour, permettant de mobiliser près de 2 milliards de dollars par an au total, dont plus de la moitié sous forme de prêts, de prises de participation et de crédits au profit d'entreprises privées, essentiellement par l'intermédiaire de la Banque mondiale et la SFI. Dans ce contexte, le FEM reste la première source de dons aux pays en développement pour la conservation et la gestion des forêts, et nous pouvons aujourd'hui compter sur de nouveaux partenaires avec qui collaborer dans nos actions futures.

REDD+ est le dernier mécanisme – et le plus prometteur – d'affectation de ressources financières aux forêts. Quelque 5 milliards de dollars ont été annoncés pour le mécanisme de financement initial (fast track), dont les deux tiers devraient être d'origine bilatérale (2010-2012). La moitié de l'aide multilatérale devrait venir

du FEM. Nous avons prévu une enveloppe distincte pour la Gestion Durable des Forêts et REDD+ pour stimuler l'allocation de 1 milliard de dollars de financement dans ce domaine au cours des quatre prochaines années et avoir des effets positifs multiples sur la biodiversité, la réduction des émissions de Gaz à effets de Serre, les moyens de subsistance locaux et le recul de la pauvreté. Ces projets s'appuieront sur de solides cadres de surveillance, de déclaration et de vérification, non seulement pour ce qui est de REDD+, mais aussi pour avoir des effets positifs sur la biodiversité et la gestion durable des sols. Selon un rapport commandé par le Partenariat REDD+, le FEM est la seule institution multilatérale finançant les trois phases de REDD+ (préparation, exécution, mise en application basée sur la performance), en intervenant dans un plus grand nombre de pays (40 à ce stade) que tout autre mécanisme, y compris de source bilatérale. Pendant FEM-5, nous augmenterons le nombre de pays bénéficiaires de financements pour les forêts en travaillant avec toute la gamme de nos Entités d'exécution – qui sont aussi membres du Programme ONU-REDD, du Fonds de partenariat pour la réduction des émissions dues à la déforestation ou du Programme d'investissement forestier – dans l'espoir de resserrer la coopération entre ces différents intervenants.

Cette coopération est en déjà train de prendre forme - par exemple à travers un projet de coopération Sud-Sud financé par le FEM et mis en œuvre par la Banque Mondiale. Des représentants de six pays du Bassin du Congo se rendront au Brésil pour échanger leurs expériences sur le rôle central que peut jouer la foresterie communautaire dans la mise en œuvre de REDD+.

Pourtant, si les ressources financières à l'appui des forêts et de REDD+ se sont développées au fil des ans, certaines distorsions sont également apparues. Ainsi,

les deux tiers de l'APD consacrée aux forêts sont allés à dix pays seulement, alors que les financements destinés aux pays à faible couvert forestier (LFCC), aux PEID et aux PMA ont diminué ou n'ont pas progressé. La concentration des ressources dans ce secteur a atteint de telles proportions que l'on dénombre 15 bailleurs de fonds en Indonésie, 14 au Brésil et 13 au Viet Nam, mais aucun dans 25 PEID.

Au FEM, nous voulons nous attaquer de front à ces disparités, notamment en aidant les pays au faible couvert forestier à renforcer leurs ressources en forêts. D'après le Partenariat mondial pour la restauration des forêts, plus d'un milliard d'hectares de forêts ont disparu ou ont subi des dégradations, Ces zones devraient faire l'objet de programmes de restauration des forêts en mettant les populations locales au cœur de la réflexion et de l'action.

Pour illustrer cette approche, je prendrai l'exemple d'un programme que nous sommes en train de préparer au Rwanda sous la houlette du Président Kagame. Je veux parler du programme de restauration des paysages forestiers, qui sera lancé à ce neuvième Forum et qui vise à changer les modes d'utilisation des sols en mettant l'accent sur la restauration des forêts pour améliorer la productivité agropastorale, accroître le couvert végétal, réduire la dégradation des terres et des sols, et moins solliciter des habitats fragiles qui abritent des espèces mondialement menacées telles que le gorille de montagne. L'allocation du Rwanda pour FEM-5, qui est de 4,58 millions de dollars, pourrait être utilisée pour combattre la désertification, atténuer le changement climatique et préserver la biodiversité. A ce montant s'ajouteront des financements complémentaires FEM venant de votre mécanisme incitatif sur les forêts ainsi que des différents fonds d'adaptation que le

FEM gère. En tout, il s'agirait donc d'une enveloppe de financement de plus de 6 millions de dollars alloués par le FEM, sans tenir compte des cofinancements. J'espère vivement que ce programme innovant deviendra un modèle concret pour les pays qui souhaitent tirer parti des nouvelles possibilités qu'offrent les crédits carbone pour sauvegarder les forêts.

En conclusion, le FEM souscrit pleinement à la façon dont le Fonds des Nations Unies pour la Forêt aborde la question des financements pour les forêts, reconnaissant l'importance de ce patrimoine pour les pays en développement, indépendamment de la manière dont il a été utilisé dans le passé. Nous espérons que l'Année internationale des forêts amplifiera encore ce message, ouvrant la voie à une approche globale de la conservation et de la gestion des forêts au profit de la biodiversité, de l'atténuation du changement climatique, de la promotion d'un effort d'adaptation à l'échelle des écosystèmes, et du recul de la pauvreté. Je vous remercie de votre attention.